

La révolution verte, maintenant

La France, arrogante et donneuse de leçons, prend un magistral coup de règle sur les doigts. La Commission de Bruxelles a décidé de la poursuivre devant la Cour européenne de justice, pour n'avoir pas débarrassé les eaux bretonnes des nitrates qui les polluent. Le montant de l'amende réclamée est déjà fixé : 28 millions d'euros. Reste à décider de la date à laquelle l'affaire sera déposée sur le bureau des juges communautaires. Dans un ultime effort de compréhension, la Commission accorde un sursis, le temps pour notre gouvernement de proposer un énième plan d'actions pour la réduction des nitrates.

La Commission est bonne fille. Sans doute n'a-t-elle pas voulu interférer trop brutalement dans la campagne présidentielle, ni préjuger de la mauvaise volonté du prochain gouvernement, d'où ce délai de grâce qui peut durer plusieurs mois. Mais sa patience est à bout. Voilà vingt ans qu'elle rabâche les mêmes demandes de respect de la directive de 1975 qui limite les nitrates dans les eaux de surface à 50 mg/l, vingt ans que la France agit mollement en bougonnant et en traînant les pieds. Des actions ont bien été engagées. Certaines se sont avérées aussi coûteuses qu'inefficaces ; les autres sont venues trop tard.

Mauvaise volonté ? Non, choix de société. Pour se hisser sur le podium mondial des productions animales et végé-

tales, la Bretagne s'est transformée en usine à bestiaux. Sur 7% du territoire national, elle produit la moitié des cochons et des volailles du pays et un tiers des bovins. Les champs alentours sont gavés d'engrais azotés pour engraisser ce cheptel.

Cette agriculture, dite productiviste, a engrangé des résultats économiques et fait de la Bretagne un dragon vert redouté sur les marchés. Mais, d'une part, elle a fini par se spécialiser dans des productions de médiocre qualité à faibles marges, d'autre part elle a pourri les sols, les rivières et la bande côtière désormais ornée d'un peu ragoûtant collier d'algues vertes.

Il faudra développer des efforts considérables pour remettre la maison bretonne en ordre et en état. C'est possible. Ici et là, des paysans, des communautés locales, des élus territoriaux, des associations s'y emploient. Ils font la preuve, en différents endroits, de la viabilité d'une agriculture compétitive, qualitative et saine. Peu ou pas de produits chimiques, d'autres méthodes de travail, un plus grand respect des hommes et de la terre nourricière, les recettes sont connues. Seulement, les tenants de l'industrie verte se bouchent les yeux et les oreilles, jouent la montre et, surtout, se gardent la grosse part du gâteau des subventions européennes qui arrosent mal les agriculteurs les plus méritants.

Bruxelles vient de siffler la fin de la partie. Le message sera-t-il entendu ? Il faut y croire, mais les démonstrations publiques, au Salon de l'agriculture, et contre les bureaux des écologistes pourtant bien conciliants d'Eau et Rivières ne laissent que peu d'espoir. Car, en fait, la Commission européenne attend de la Bretagne une révolution verte. Ses eaux ne redeviendront pas claires et potables sans une remise en cause profonde du productivisme. L'État a démontré sa faiblesse face à ce système et a interdit à la Région, qui se proposait de prendre les commandes de la restauration de la qualité de l'eau, avec tout ce que cela implique, de pallier ses carences.

Reste le citoyen consommateur. Il sera peut-être l'acteur du dénouement de ce drame arthurien. Acceptera-t-il encore longtemps, à l'heure du consensus autour du pacte écologique, de subventionner l'agriculture industrielle une fois, de payer une seconde fois pour éliminer les pollutions qu'elle laisse dans ses sillons, et de passer une troisième fois à la caisse pour acheter plus cher des produits aussi vitaux que l'eau du robinet parce qu'elle n'est pas buvable sans traitements massifs ? Qu'il mêle sa voix à l'affaire et celle-ci pourrait prendre, enfin, le chemin de la réforme. Mais, s'il s'en désintéresse, il faut redouter le pire.

Didier PILLET.